

## Auto destruction de l'Europe

GUY SORMAN

essayiste libéral français

La **tragédie de l'Euro** dépasse de loin le seul cas de la Grèce et cette tragédie n'est financière qu'en apparence. Le mal est plus profond : il atteint tous les pays membres ou finira par les toucher tous. Il ne suffira pas de remettre un peu d'ordre dans les comptes publics, d'épargner la Grèce de la faillite, de reconforter les créditeurs de l'Espagne et du Portugal. Ces rafistolages financiers n'empêcheront pas une contagion générale à tous les pays membres de l'Union car tous sont affectés du même mal. Ce mal, certains voudraient le minimiser. On nous dit au FMI, à la Banque centrale européenne, dans les Ministères : c'est financier, c'est technique, on sait opérer, cela va passer, il suffit de quelques crédits, de persuader les Allemands, de réduire un peu les dépenses publiques. Et tout reprendra comme s'il n'y avait pas eu de crise du tout ? Quelle illusion, quelle cécité et surtout quel déni de la réalité ! La réalité ? **Les fondamentaux de l'Union européenne sont incompatibles avec la manière dont sont gérés les Etats européens.** En clair, l'Union européenne est d'origine libérale, conçue comme telle en philosophie politique et en économie et sa seule gestion possible est libérale : tandis que tous les gouvernements nationaux, fussent-ils de droite, **ont créé, de fait, de gigantesques Etats Providence d'inspiration idéologique socialiste.**

Expliquons-nous : à l'origine de l'Europe, un entrepreneur (pas un diplomate mais un négociant en Cognac familial des Etats-Unis), Jean Monnet, après la deuxième guerre mondiale, constatait que les gouvernements européens n'étaient jamais parvenus et ne parviendraient jamais à faire de l'Europe une zone de paix et de prospérité. Au moteur diplomatique, il substitua le moteur économique : le libre échange et l'esprit d'entreprise devaient, envisageait-il, générer des « solidarités concrètes », qui élimineraient la guerre et la misère. Cette intuition libérale de Jean Monnet fut ratifiée, le 9 mai 1950, par les principaux artisans de la première Communauté économique européenne, trois démocrates-chrétiens, Konrad Adenauer, Alcide De Gasperi et Robert Schuman : ces hommes-là partageaient une même conception morale de la politique et une même analyse économique, méfiants envers l'étatisme identifié alors, à bon droit, avec les totalitarismes guerriers. La Commission de Bruxelles, puis la Banque centrale européenne n'ont eu de cesse de rester fidèles à cet esprit libéral des origines. Le libre échange, grâce au soutien constant de la Commission de Bruxelles, a attisé l'esprit d'entreprise contre les protectionnismes et monopoles nationaux. Et l'Euro fut créé pour contraindre les Etats à équilibrer leur budget, dans le droit fil de la théorie monétaire libérale.

Hélas, les gouvernements nationaux ont cru qu'il serait possible d'accumuler les bénéfices de l'Europe libérale, tout en superposant les délices électoraux du socialisme. **On appelle ici « socialisme » la croissance infinie de l'Etat Providence,** l'accumulation des assurances sociales et des emplois protégés par l'Etat. Ce socialisme de fait, sédimentation de promesses électorales et de droits acquis, s'est développé en Europe infiniment plus vite que l'économie et que le nombre des habitants.

## Cómo el socialismo destruye Europa

GUY SORMAN

ABC 6 mayo 2010

Hoy en día, no es la crisis griega lo que convendría explicar, sino el camino que condujo hasta ella. No se trata de reabsorber la deuda griega o española: se trata de poner un plazo o no a la estrategia del declive europeo.

La **tragedia del euro** sobrepasa con mucho el único caso de Grecia y esta tragedia sólo es financiera en apariencia. El mal es más profundo: alcanza a todos los países miembros o acabará por alcanzarlos a todos. No bastará con poner un poco de orden en las cuentas públicas, salvar a Grecia de la quiebra y tranquilizar a los acreedores de España y Portugal. Estos remiendos financieros no evitarán el contagio general de todos los países miembros de la Unión ya que a todos les aqueja el mismo mal. Algunos querían quitar importancia a este mal. En el FMI, en el Banco Central Europeo, en los ministerios nos dicen: es financiero, es técnico, sabemos actuar, ya pasará, basta con algunos créditos, con persuadir a los alemanes, con reducir un poco el gasto público. ¿Y todo volverá a empezar como si no hubiese habido crisis en absoluto? ¡Qué ilusión, qué ceguera y sobre todo que negación de la realidad! ¿La realidad? **Los fundamentos de la Unión Europea son incompatibles con la manera en que se gestionan los Estados europeos.** Es decir, la Unión Europea es de origen liberal, concebida como tal en filosofía política y en economía y sólo es posible gestionarla de manera liberal, mientras que **todos los gobiernos** nacionales, aunque fueran de derechas, **crearon, de hecho, unos gigantes Estados del Bienestar de inspiración socialista.**

Expliquémonos: en los comienzos de Europa, un empresario (no un diplomático, sino un comerciante de coñac familiar de Estados Unidos), Jean Monnet, tras la Segunda Guerra Mundial, reparó en que los gobiernos europeos nunca habían logrado, y no lograrían nunca, hacer de Europa una zona de paz y de prosperidad. Sustituyó el motor diplomático por el motor económico; consideraba que el libre cambio y el espíritu emprendedor deberían generar unas «solidaridades concretas» que eliminarían la guerra y la miseria. Esta institución liberal de Jean Monnet fue ratificada el 9 de mayo de 1950 por los principales artífices de la primera Comunidad Económica Europea, tres demócratacristianos: Konrad Adenauer, Alcide De Gasperi y Robert Schuman. Estos hombres compartían una misma concepción moral de la política y un mismo análisis económico, y se mostraban recelosos con el estadismo que entonces se identificaba, con razón, con los totalitarismos guerreros. La Comisión de Bruselas, y más tarde el Banco Central Europeo, no han dejado de ser fieles a ese espíritu liberal original. El libre cambio, gracias al apoyo constante de la Comisión de Bruselas, atizó el espíritu de empresa frente a los proteccionismos y los monopolios nacionales. Y se creó el euro para obligar a los Estados a equilibrar su presupuesto, siguiendo la línea de la teoría monetaria liberal.

Desgraciadamente, los gobiernos nacionales creyeron que sería posible acumular los beneficios de la Europa liberal, a la vez que se superponían las delicias electorales del socialismo. Aquí **se llama «socialismo» al crecimiento infinito del Estado del Bienestar,** a la acumulación de seguros sociales y de empleos protegidos por el Estado.

Ese socialismo de hecho, sedimentación de promesas electorales y de derechos adquiridos, se desarrolló en Europa infinitamente más rápido que la economía y que el número de habitantes. Por tanto, **este socialismo de hecho sólo podía financiarse a crédito,** se creía que sin riesgos, ya que el euro parecía «fuerte». Este euro fuerte enloqueció a sus poseedores: de repente todo parecía asequible con el crédito. Ello tuvo como consecuencia un endeudamiento notablemente homogéneo, en todos los países europeos, del orden del 100% de la riqueza nacional: entre el 91% en Alemania y el 133% en Grecia, una diferencia bastante modesta entre los dos extremos, reflejo de una misma trayectoria socio-estatal. Hoy en día, la diferencia entre Alemania, Grecia, España o Francia, depende menos del endeudamiento y de la manera de gestionar los Estados -más bien similares- que de la capacidad de reembolso variable dependiendo de los deudores.

Ce socialisme de fait, sédimentation de promesses électorales et de droits acquis, s'est développé en Europe infiniment plus vite que l'économie et que le nombre des habitants. **Ce socialisme de fait ne pouvait donc être financé qu'à crédit**, sans risque croyait-on, puisque l'Euro paraissait « fort ». Cet Euro fort a rendu fous ses détenteurs : tout soudain parut accessible au crédit. Il en est résulté un endettement remarquablement homogène, dans tous les pays d'Europe, de l'ordre de 100% de la richesse nationale, entre 91% en Allemagne et 133% en Grèce : un écart assez modeste entre ces extrêmes, reflet d'une même dérive social-étatiste. Entre l'Allemagne, la Grèce, l'Espagne ou la France, la différence aujourd'hui, tient moins à l'endettement et au mode de gestion des Etats – plutôt similaires – qu'à la capacité de remboursement variable selon les débiteurs. **Tous les Etats européens ont été gérés « à la socialiste », en contradiction avec les principes libéraux de l'Union européenne** : certains seront mieux à même de faire face aux échéances que d'autres, mais tous ont dérivé ensemble.

Expliquera-t-on cette dérive fatale ? Les idéologies en sont la véritable cause. **Le socialisme domine les esprits en Europe, tandis que le libéralisme est harcelé par le monde universitaire, médiatique et intellectuel**. Soutenir le marché contre l'Etat, préconiser l'Etat modeste passent en Europe comme une perversion « américaine ». Et l'idéologie socialiste est suffisamment enracinée pour qu'il soit **presque impossible pour un homme politique d'être élu** sans promettre encore plus de solidarité publique et encore moins de risque individuel. **Ces Etats Providence**, par leur coût financier et la désresponsabilisation éthique qu'ils légitiment, **ont asphyxié la croissance économique en Europe** : nous sommes le continent du déclin, mais du déclin solidaire.

Voici que l'on nous présente la facture grecque : elle ne sera pas la première du genre. Qu'en faire ? Il nous serait loisible de ne pas la régler : au fond, pourquoi un modeste contribuable français ou allemand paierait-il les impôts auxquels a échappé un Grec riche, tout cela pour financer des syndicats ou des militaires grecs ? Mais la finance européenne est si enchevêtrée que l'Euro dû par la Grèce l'est en réalité à une banque allemande ou française. Par conséquent, **que les non Grecs volent au secours ou pas de la Grèce n'y changerait rien : notre faillite serait collective**. Nous nous croyions citoyens d'une nation mais nous sommes débiteurs pour toutes. Si les Européens ne règlent pas la facture grecque, les factures du Portugal, de l'Espagne, de l'Italie s'en suivront d'autant plus vite que la banqueroute de la Grèce retentirait sur la valeur de tous nos Euros.

Comment sort-on d'une tragédie ? En gagnant du temps, en la niant, en se suicidant, ou en disant la vérité. À ce seuil de l'histoire qui se fait, il est improbable de prévoir lequel de ces scénarios l'emportera. Aux origines de l'Europe, Jean Monnet avait dit la vérité et des hommes d'Etat l'expliquèrent aux peuples : ceux-ci comprirent. Aujourd'hui, ce n'est pas la crise grecque qu'il convient d'expliquer **mais le chemin qui y a conduit**. Ce n'est pas la dette grecque ou espagnole qu'il s'agit de résorber, ; il s'agit de mettre un terme ou non, à la stratégie du déclin européen. À tout prendre, on devrait remercier les Grecs, qui par inadvertance certes, ont interrompu la sieste européenne.

**Tous les Etats européens ont été gérés « à la socialiste », en contradiction avec les principes libéraux de l'Union Européenne : certains seront capables de faire face aux échéances que d'autres, mais tous ont suivi la même trajectoire.**

¿Explicarán esta trayectoria fatal? Las ideologías son su verdadera causa. **El socialismo domina los espíritus en Europa, mientras que el mundo universitario, mediático e intelectual acosa al liberalismo**. Apoyar al mercado frente al Estado y preconizar el Estado modesto se considera en Europa una perversión « estadounidense ». Y la ideología socialista está lo suficientemente arraigada como para que a un político le sea **casi imposible resultar elegido** sin prometer aún más solidaridad pública y aún menos riesgo público. **Estos Estados del Bienestar**, debido a su coste financiero y a la falta de responsabilización ética que legitiman, **han asfixiado el crecimiento económico en Europa**: somos el continente del declive, pero del declive solidario.

Y ahora nos presentan la factura griega: no será la primera de esa clase. ¿Qué hacemos con ella? Sería lícito que no la pagáramos: en el fondo, ¿por qué un modesto contribuyente francés o alemán debería pagar los impuestos que evadió un griego rico, todo ello para financiar a los sindicatos o a los militares griegos? Pero las finanzas europeas son tan enrevesadas que el euro que debe Grecia se lo debe en realidad a un banco alemán o francés. Por consiguiente, **que los no griegos corran o no a socorrer a Grecia no cambiará nada: nuestra quiebra será colectiva**. Nos creíamos ciudadanos de un país, pero somos deudores para todos. Si los europeos no pagan la factura griega, las facturas de Portugal, España e Italia llegarán rápidamente a continuación ya que la bancarrota de Grecia repercutiría sobre el valor de todos nuestros euros.

¿Cómo se sale de una tragedia? Ganando tiempo, negándola, suicidándose o diciendo la verdad. En este momento de la historia que vivimos, no es posible prever cuál de estos supuestos prevalecerá. En los comienzos de Europa, Jean Monnet dijo la verdad y los hombres de Estado se la explicaron a los pueblos: éstos la entendieron. Hoy en día, no es la crisis griega lo que convendría explicar, sino **el camino que condujo hasta ella**. No se trata de reabsorber la deuda griega o española: se trata de poner un plazo o no a la estrategia del declive europeo. A fin de cuentas, deberíamos darles las gracias a los griegos quienes por imprudencia, eso sí, han interrumpido la siesta europea.

---

**Guy Sorman** (París, 10 de marzo 1944) es un economista, periodista, filósofo y autor francés. Ha escrito varios libros en los que aboga a favor de los ideales de la creatividad y el capitalismo moderno. Se le considera partidario del liberalismo clásico y seguidor de la tradición de Alexis de Tocqueville. Enseñó economía y filosofía política en el Instituto de Estudios Políticos de París entre 1970 y 2000. Es columnista para múltiples periódicos, entre los que figuran Le Figaro (Francia) , y el The Wall Street Journal Europe. Es miembro de la Comisión Nacional Francesa de Derechos Humanos desde el 2002 y asesor para el Presidente sobre temas referidos a la relaciones entre India y Francia, desde el año 2000. Fue asesor del Primer Ministro francés entre 1995 y 1997 en su cargo como Presidente de la Comisión de Planeamiento Estratégico.

Né en 1944 à Nérac (Lot et Garonne) en 1947. il a été élève à École communale de Sartrouville puis au Lycée Marcel Roby à St Germain en Laye. Il entre à Science-Po en 1961 et en sort diplômé en 1964. Il effectue un cycle de formation à l'école des langues orientales vivantes, en japonais de 1961 à 1964. Il intègre l'ENA en 1966 (promotion 1969). A la sortie de l'ENA , il quitte la fonction publique pour se consacrer à l'écriture et à l'entreprise de presse qu'il a fondée (Les éditions Sorman, qui éditent , depuis 1975 , quinze magazines et lettres d'information professionnelles ([www.editionssorman.com](http://www.editionssorman.com)).

De 1995 à 1997, Guy Sorman a été le président de la mission de Prospective auprès du Premier ministre. Membre du Conseil Consultatif National des Droits de l' Homme auprès du Premier Ministre, de 2002 à 2007. Membre du Forum Franco-Indien auprès du Ministre des Affaires étrangères , depuis 2000. Depuis 2008, il est Conseiller international du président de Corée du Sud Lee Myung-bak. Il est maire adjoint de Boulogne-Billancourt de 1995 à 2008.